



HAL
open science

Le désarmement comme investissement de la paix

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le désarmement comme investissement de la paix. *L'économie et la paix*, ECCAR et Ecole Normale Supérieure, Jun 1993, Paris, France. hal-03331869

HAL Id: hal-03331869

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03331869>

Submitted on 2 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le désarmement comme investissement de la paix

Jacques Fontanel

Conférence ECCAR
Ecole Normale Supérieure,
Ulm, Juin 1993

Résumé : La militarisation de l'économie accroît les effets de domination et réduit le potentiel de développement économique mondial. Depuis la fin de l'Union soviétique, la question du désarmement est posée, avec des effets économiques considérables, notamment si ce processus s'accompagne d'une aide aux pays en développement. Cependant, la destruction des armes est coûteuse, le capital des industries militaires deviennent au moins partiellement obsolètes. Il faut donc bien distinguer les effets de court terme des effets de long terme. Les technologies baroques du secteur militaire devraient perdre de leur influence. Cependant, ce n'est pas le seul armement qui lui-même crée les conflits. Un désarmement suppose aussi une autre conception des rapports entre les Etats et entre les hommes.

The militarization of the economy increases the effects of domination and reduces the potential for global economic development. Since the end of the Soviet Union, the question of disarmament has been raised, with considerable economic effects, especially if this process is accompanied by aid to developing countries. However, the destruction of weapons is costly, and the capital of military industries becomes at least partially obsolete. It is therefore important to distinguish between short-term and long-term effects. The baroque technologies of the military sector should lose their influence. However, it is not only armaments that create conflicts. Disarmament also implies a different conception of relations between states and between people.

Guerre, paix, Désarmement, développement économique
War, Peace, Disarmament, Economic Development

Le militarisme apparaît avec le système des Etats. La place sociale du militaire est importante. L'armée est souvent le symbole de l'unité nationale, même si sa place dans le complexe militaro-industrielle est centrale. C'est au nom de la compétence en matière de défense des intérêts fondamentaux de la Nation que le militaire détient son pouvoir. C'est pourquoi les sociétés de conscription apparaissent moins productives de militarisme. Le militarisme naît des conflits d'intérêt, c'est aussi de croyances en la violence et en la force. Avec le désarmement, on assiste à une "civilisation" des sociétés modernes, à un recul des idées du militarisme, de la hiérarchie, de la discipline, du nationalisme, du patriotisme et de la xénophobie. Les mentalités et les comportements ne se décrètent pourtant pas. L'économie du désarmement ne s'arrête pas à la simple réduction des dépenses militaires. Elle doit aussi s'appliquer aux raisons qui fondent ce désarmement et qui le rendent, si possible, irréversible. Mais cette dernière approche ne peut pas être abordée par les seuls économistes, car elle implique une réflexion sur la nature même de l'homme.

La Russie se propose de transformer son économie planifiée en économie libérale. Il s'agit là d'un pari "sur structures nouvelles" à très haut risque et d'une ampleur sans précédent dans le monde contemporain. Or, les performances économiques actuelles sont les plus faibles depuis la dernière guerre mondiale en termes d'inflation, de production de nourriture ou d'énergie et d'endettement. En 1991, tous les indicateurs économiques sont en baisse : PNB (-12%), production industrielle (-6 %), production agricole (-10%), importations (-47%), exportations (-27%), déficit budgétaire (22% du PNB), inflation (140%). En outre la réforme d'Eltsine connaît des oppositions internes de l'ancienne bureaucratie, des nouveaux entrepreneurs et évidemment de tous ceux qui ont faim. Les mesures économiques drastiques portant sur la libéralisation des prix, l'augmentation des impôts notamment indirects, la réduction du déficit gouvernemental, la réduction des dépenses militaires, la politique d'un rouble fort sont autant de sujets de mécontentements, avec la lenteur de la privatisation des entreprises publiques et des actions d'encouragement des investissements étrangers. Actuellement, selon le Washington Economic Reports (February 1992), en Russie même, 46% souhaitent le retour du socialisme (10 % pour le communisme et 36 % pour un socialisme démocratique), contre 40 % pour le capitalisme (dont 23 % pour son expression scandinave). A côté de ces problèmes économiques qui ne pourront pas dans le court terme être résolus sans l'aide des pays occidentaux, surgissent de nombreux problèmes, comme les nationalités, l'avenir de l'armée rouge, le partage des armes nucléaires. Il n'est pas impossible que la Russie revienne à une attitude plus revendicative, par une menace d'utilisation d'armes nucléaires toujours disponibles. En fait, il n'y a plus vraiment de pilote dans l'avion russe, mais plusieurs qui se déchirent sous l'oeil indifférent des puissances occidentales. Or, les conflits armés ne sont plus très loins, lorsqu'il faudra déterminer clairement le partage de l'ancienne Union Soviétique.

La militarisation de l'économie a conduit au déclin industriel. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 10000 milliards de dollars depuis la dernière guerre mondiale à des fins proprement militaires. Le stock des matériels militaires représente des deux-cinquième de l'équipement industriel et près d'un tiers des scientifiques et techniciens américains travaillent encore pour le secteur militaire. Pour l'ancienne URSS, les chiffres sont encore plus effarants, puisque les dernières estimations de l'effort

militaire depuis le début des années 60 se situent à près ou plus de 30 % du PNB. Or, lorsque les ressources techniques et humaines sont investies dans le secteur des armes, sans référence claire à l'économie de marché, les industriels perdent leur incitation à investir. Les marchés militaires sont les plus recherchés, car, par la technique spécifique qu'ils exigent, ils réduisent les facteurs de la concurrence, en assurant un profit et une activité économique à long terme. En outre, le secret militaire limite la diffusion des innovations et la technologie commanditée par l'Etat-Major est rarement directement applicable au secteur civil.

Le désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Cependant, les conflits s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. Cependant, la question est de savoir si le désarmement est la cause ou la conséquence des facteurs économiques ? Si le désarmement est une décision "discrète" de nature politique, la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoqué notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationaux ou l'augmentation du taux de chômage. Il existe quatre grandes formes de désarmement : la destruction de matériels militaires, la réduction des dépenses militaires, l'interdiction de la production de certains types d'armes et le désarmement rampant.

- La destruction des armes est coûteuse et son premier effet est plutôt l'alourdissement de l'effort économique de défense, même si l'épargne non négligeable de la gestion des stocks d'armement vient rapidement en limiter l'importance. D'autre part, des entreprises, des régions, voire des secteurs entiers de l'économie sont alors en situation de crise potentielle, par la dévalorisation du capital disponible et son obsolescence. Un milliard de dollars du budget du Pentagone économisé provoque immédiatement la disparition de 38000 emplois. D'autre part, un processus de désarmement implique un contrôle et une vérification, dont les coûts doivent être prévus et répartis entre les différentes Parties dans l'Accord lui-même. Le processus de désarmement entrepris dans le cadre du Traité sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire (INF Treaty) entre les deux grandes puissances s'est exprimé d'abord par la destruction de stocks existants mais aussi par la limitation prévisible et quasi unilatérale des dépenses militaires. Cependant, l'accord en lui-même conduit à une réduction globale des dépenses militaires, de l'ordre de 600 millions de dollars entre 1992 et 2000, ce qui représente moins de 0,6 % des dépenses militaires mondiales. Dans ces conditions, le processus de désarmement actuel n'a pas encore produit d'effets économiques positifs. Il a simplement déprimé la demande de certains secteurs économiques et aggravé le chômage. La situation actuelle de conversion des activités militaires anciennement soviétiques en matériels civils n'est guère encourageante, les matériels et même le personnel s'avérant assez faiblement efficaces dans le cadre d'une production civile. Or, avec ses stocks d'armes nucléaires encore largement disponibles, en cas de crise économique grave, la Russie peut avoir la tentation d'engager une nouvelle politique moins favorable à la paix, faite d'intimidation et d'effets de domination. La destruction des stocks d'armes n'a de signification que dans son ampleur. Actuellement, elle coûte cher et elle ne représente que 4% de l'ensemble des forces nucléaires. Son rôle est donc plus diplomatique et politique, comme la manifestation d'une volonté de détente et de recherche de bien-être.

- L'interdiction de certaines productions d'armes (nucléaires, chimiques) constitue indirectement une volonté de contrôle d'armements, qui peut s'apparenter à une procédure de désarmement. Il faut noter cependant qu'une grande puissance a toujours intérêt à choisir l'accord qui coûte le plus cher en termes économiques à son adversaire potentiel, ceteris paribus. Dans ces conditions, les négociations ne se limitent pas à éviter les armes puissantes, mais au moins, dans le meilleur des cas, à maintenir le rapport de puissance entre les Etats. Ainsi, le refus de construction de missiles nucléaires à très courte portée a une double signification : stratégique en limitant la course aux armements dans un secteur hautement dangereux, économique en obligeant la conversion d'entreprises spécialisées. Plusieurs facteurs rendent difficiles la conversion, notamment la difficulté d'utilisation d'un équipement militaire pour la production civile, les dangers d'une application sans formation complémentaire de la compétence spécialisée de la main d'oeuvre militaire, les divergences de comportement de marchés monopsoniques ou de monopoles bilatéraux aux marchés concurrentiels du secteur civil ou les pratiques associées à de faibles séries de production. La conversion peut avoir des effets pervers. Face au renforcement de la concurrence internationale, les industries reconverties peuvent chercher notamment de nouveaux débouchés qui supposent une concurrence avec les produits exportés ou vendus localement par les pays en voie de développement. Dans ces conditions, s'il n'y a pas de la part des pays les plus pauvres une véritable action de protection il peut en résulter une perte de compétitivité de leurs firmes nationales et soit un effondrement économique, soit dans le meilleur des cas, une implantation d'industries étrangères réduisant drastiquement les degrés de liberté de l'Etat dans la gestion de l'économie nationale.

- L'armement d'aujourd'hui, s'il produit des effets récessionnistes sur l'économie nationale, peut être un frein à la production de l'armement futur et donc à la défense de demain. La dynamique des dépenses militaires sape progressivement les bases économiques des grandes puissances, surtout lorsque le climat politique et social international rend difficile l'utilisation économique des effets de domination éventuels du pouvoir développé par les rapports de force des armées nationales. Une réduction des dépenses militaires doit être analysée en termes de coûts d'opportunité. Au niveau global, elle s'exprime à très court terme par des pertes d'emplois ou une récession régionale qui peuvent, à plus ou moins brève échéance, être compensées par des dépenses d'éducation, de santé ou d'infrastructure. Cependant, les économies nationales subissent de forts effets d'inertie qui rendent très peu malléables la main d'oeuvre et les équipements industriels. La recherche-développement militaire représente plus du tiers de la R&D civile aux Etats-Unis. Avec un demi-siècle d'une pratique quasi constante d'effort en faveur de la R&D militaire et spatiale, c'est l'équivalent de près de 20 ans de R&D civile qui a été ainsi sacrifiée par le gouvernement américain. La question de savoir quelle est l'importance de ce gaspillage dans la perte de compétitivité de l'économie américaine a été largement débattue. Mary Kaldor avait parlé de technologie baroque, parce que les armes avaient un tel degré de sophistication qu'elles ne pouvaient exercer que des effets néfastes directs ou indirects sur la technologie civile. Il existe de nombreuses relations entre la technologie militaire et la technologie civile, la première utilisant naturellement les résultats de la seconde, alors que la seconde, limitée par le secret et par l'écart considérable qui existe entre des produits très sophistiqués, fabriqués en petite série, n'est influencée qu'indirectement, par les grandes décisions prises par l'Etat dans les filières principales de la recherche fondamentale. Ainsi, si le choix gouvernemental se porte sur l'arme nucléaire, les deux secteurs bénéficieront de l'énergie atomique, mais le secteur civil verra ses propres choix en matière d'énergie limités par l'importance des contrats de recherche affectés au nucléaire. Il est probable en outre que les

facteurs économiques ne constituent pas les instruments les mieux adaptés pour servir d'indicateurs fiables. D'une part, compte tenu des accords internationaux en vigueur et des spécificités technologiques des matériels, certains types de vecteurs, comme les missiles nucléaires, sont nettement plus efficaces que les armements conventionnels, pour un prix relativement faible eu égard aux avantages stratégiques, militaires et politiques qu'ils engendrent. D'autre part, les rapports de force s'expriment souvent en termes de seuils et une réduction homothétique des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au maintien des équilibres des rapports de force antérieurs. La rationalité militaire et la rationalité économique ne sont pas fondées sur les mêmes valeurs et de ce fait un désarmement ne peut pas être déterminé à partir de seules comparaisons des réductions nationales des dépenses militaires.

- Le désarmement rampant peut avoir plusieurs causes, économiques, politiques, stratégiques, voire idéologiques. En fait, ce désarmement apparaît lorsque les dépenses militaires se conduisent plus en variable endogène qu'en véritable variable instrumentale, déterminée discrétionnairement par le gouvernement. La politique de libéralisation du secteur militaire se présente inéluctablement comme un facteur progressif de désarmement, rappelant ainsi la pensée de Schumpeter selon laquelle l'activité militaire est la moins bourgeoise des fonctions sociales. Les objectifs de défense étant soumis aux règles du marché, le système des prix ne répond plus qu'imparfaitement aux critères du service public qui privilégie la qualité technologique, les relations fondées sur les réseaux d'intérêts, la valorisation a posteriori des contrats. La compétition économique suppose une réduction des coûts, une meilleure information des règles fondamentales de la défense, la recherche de coopération internationale, une certaine ouverture du marché vers les compagnies étrangères, une privatisation des compagnies nationales, une intervention limitée de l'Etat dans la politique industrielle, la recherche d'économies d'échelle, notamment dans le passage de la R&D militaire vers la R&D civile. Dans ces conditions, le secteur de la défense perd ses priorités et les dépenses militaires sont vraiment considérées comme un fardeau, ce qui pousse incontestablement à une forme de désarmement financier de l'effort de défense. En outre, la recherche de nouvelles coopérations internationales en matière d'armement est presque toujours dictée par la réduction des coûts unitaires de matériels devenus très chers. Or, lorsqu'elle fonctionne correctement, cette coopération internationale conduit à une baisse des dépenses militaires (à qualité militaire équivalente) et elle provoque de nouveaux effets d'interdépendance, favorables à la réduction des tensions et à un calcul encore plus juste des dépenses à engager collectivement (théorie des alliances).

Cependant, les arguments avancés pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents, entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la recherche-développement militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus de militarisation de l'économie (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation) considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manquerait pas de favoriser, à terme, les noirs desseins des adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal). Ces ambiguïtés analytiques s'expliquent par la diversité des situations sectorielles, régionales, nationales, temporelles des relations nécessairement étroites entre les technologies militaires et leurs homologues civiles. Parce que la rationalité militaire n'a a priori aucune raison d'être en phase avec la rationalité économique, dans un univers de rareté, les coûts d'opportunité peuvent s'avérer très élevés, notamment en modifiant les conditions de réalisation de l'optimum économique en ajoutant des contraintes supplémentaires. Le désarmement ne

doit pas être conçu exclusivement comme un transfert de ressources favorable à l'économie civile.

La militarisation (définie comme une situation dans laquelle la guerre, la menace de guerre ou la préparation à la guerre constituent une préoccupation collective majeure, impliquant un degré élevé de légitimité, une influence politique importante dans les décisions gouvernementales et une allocation significative des ressources nationales) des économies est encore très forte. Beaucoup de pays ont fondé leur industrialisation sur les productions d'armes, ce qui est dangereux d'un point de vue économique, notamment lorsqu'apparaît un marasme du marché international des armes, et réducteur par les contraintes politico-militaires qui ne manquent pas d'apparaître et qui limitent, en matière de désarmement, les degrés de liberté des gouvernements civils ou militaires. En ce début des années 1990, non seulement le désarmement n'a pas pris encore un trend irréversible, mais il est économiquement déséquilibrant. Après avoir soutenu la croissance économique à court terme, au prix de forts coûts d'opportunité à long terme, le secteur militaire est en crise, avec des retombées fortement négatives sur l'ensemble de l'économie civile, souvent conditionnée depuis plusieurs années par les contraintes stratégiques. Certaines exportations militaires sont paupérisantes, notamment lorsque les conditions de paiement deviennent difficiles, voire impossibles, ou que l'entreprise d'armement largement subventionnée se laisse à vendre à perte... pour la collectivité. Les grandes puissances militaires subissent à la fois la crise économique internationale et la nécessité de trouver des activités de conversion aux entreprises hautement impliquées dans la production des armes.

Bibliographie sommaire

Barker, T., Dunne, P., Smith, R. (1991), The Peace Dividend in the U.K. *Journal of Peace Research*, vol. 28.

Bénichou, M. (1993), *L'avenir des industries liées à la défense*. La documentation Française. Paris.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press, London.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, *Fondation pour les études de défense nationale* 19, 173

Fontanel, J. (1985), Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*

Fontanel, J. (1989), Les technologies militaires et le développement économique contemporain, *Arès, Défense et sécurité*, Grenoble.,

Fontanel, J. (1993), Désarmement et sous-développement, *Mondes en développement*, Tome 21.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), La guerre économique, *Arès, Défense et Sécurité*,

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics* 4(1).

Kaldor, M. (1982), *The baroque arsenal*, Deutsch, London.

Schultze, C. (1990), Use the Peace Dividend to Increase Saving, *Challenge*, March-April.

Smith, R. (1980), Military expenditure and investment on OECD Countries 1954-1973. *Journal of Comparative Economics*.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).

Smith, R. (1992), The Economic Effects of the End of the Cold War, *Economic Outlook*, June